



La pandémie à laquelle nous faisons face a de nombreuses conséquences dont certaines moins attendues que d'autres. La face cachée de cette pandémie qu'on contrôle à coups de masques et de gel hydraulique apparaît dans les conséquences de ces mesures sanitaires. L'ODD 14 qui lutte contre la pollution des mers et océans, fait face à une nouvelle pollution très actuelle, l'accumulation d'un nombre vertigineux de masques sur les rivages et dans les mers.

Les déchets médicaux ont été multipliés par quatre durant l'épidémie de Coronavirus (Deluzarche, 2020). Les nouveaux équipements de protection individuelle (EPI) à usage unique constituent une nouvelle source de pollution sans précédent. Or la plupart de ces déchets se retrouvent dans les cours d'eau qui se jettent par la suite dans la mer. Au total, 80% des déchets en mer proviennent de débris jetés sur la terre puis drainés par les eaux de pluie. L'ODD 14 a pour objectif de protéger l'eau et la biodiversité marine comme ressources vitales pour l'être humain, cela passe notamment par des réglementations sur la surpêche, la prévention de l'acidification des océans et la lutte contre la pollution marine. Comme on le verra dans cet article, la pollution marine n'a pas été réduite par le confinement et la pandémie de Coronavirus, bien au contraire...

Un problème déjà bien connu...

La présence de déchets plastiques, et autres, rejetés en mer est un problème connu depuis des décennies ; à cela viennent s'ajouter désormais les déchets liés au Coronavirus tels que

les masques, les gants, les flacons de gel hydroalcoolique. Plusieurs analyses ont été effectuées par l'Ifremer, Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, qui confirment que le Coronavirus ne résiste pas à l'eau de mer (Granier, 2020) ce qui empêche toute transmission par cette voie. Cependant, des conséquences environnementales sont à prévoir : un masque chirurgical mettrait plus de 450 ans à se désagréger. La matière des EPI, composée des microparticules de polypropylène, matière plastique dérivée du pétrole, est ingérée par les animaux marins. Ces microparticules entrent ainsi dans la chaîne alimentaire et déséquilibrent ainsi durablement les écosystèmes et cela a des conséquences durables sur la santé humaine. Ces déchets particulièrement légers sont facilement emportés par le courant. Laurent Lombard, fondateur de l'association Opération Mer Propre nous explique que les animaux marins les confondent avec des méduses et se nourrissent ainsi de déchets. Face à cette problématique, des recherches concernant des prototypes de masques biodégradables sont en cours mais n'ont pas encore abouti (Yacou, 2020).

La faune marine, première victime de la pollution marine

En décembre 2019, un cachalot dont l'estomac contenait 100 kilogrammes de déchets s'est échoué sur l'île écossaise de Harris. Selon Richard Thompson, directeur du Marine Institute et professeur de biologie marine à l'Université de Plymouth, réputé pour avoir inventé le terme micro-plastique, « [les concentrations de matière plastique] sont plus élevées que ce que nous verrions habituellement dans la mer, [et] si nous ne changeons pas nos manières, nous verrons les répercussions directes [de ces concentrations] dans 50 à 100 ans » (Saanouni, 2020). Les utilisateurs d'EPI, c'est-à-dire nous, devraient être informés de leur mode d'élimination et sensibilisés aux conséquences d'un mauvais traitement. En effet, les EPI usagés doivent être stockés dans les sacs spéciaux en attendant l'organisme de collecte de ces déchets.

L'agenda institutionnel de l'ODD 14

Dans le cadre de l'Objectif de Développement Durable (ODD) n°14, intitulé « Vie aquatique », dont l'objectif est de conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) entend déployer des moyens pour lutter contre la pollution des eaux. Comme vu précédemment dans l'article, celle-ci ne cesse d'augmenter depuis le début de la crise sanitaire et est devenue un sujet de préoccupation très actuel. Le 8 juin, journée internationale des océans, le PNUE a annoncé qu'il souhaitait que le redressement post-COVID-19 soit « véritablement durable ». Le PNUE dit attendre des « résultats ambitieux » concernant la prochaine Conférence mondiale sur les océans intitulée « intensification de l'action fondée sur la science et l'innovation aux fins de la mise en œuvre de l'objectif n°14 ». Pour Peter

Thomson, Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies, la santé humaine dépend en grande partie de la bonne santé des océans. Toujours selon Peter Thomson « le plus grand risque de la pandémie serait peut-être de perdre de vue le défi le plus fondamental auquel l'humanité est confrontée, à savoir l'effet que le changement climatique a sur notre planète, maintenant et à l'avenir ».

Quelles sont les mesures prises pour contrer cette pollution liée au Coronavirus ?

Partout en Europe, différentes mesures pour l'adaptation du service de gestion des déchets ont été mises en place. Si elles sont cruciales, les stratégies de gestion des déchets liés au Coronavirus ne suivent cependant pas les mêmes logiques. Le 14 avril, la Commission Européenne a publié des recommandations concernant la gestion de ces déchets pour éviter le gaspillage, et demande le maintien de la gestion des poubelles de tri.

Au niveau des villes et métropoles, les préconisations concernant le port du masque ne vont pas toutes dans la même direction. Dans certaines régions le port du masque réutilisable est fortement recommandé, alors que le gouvernement espagnol a, par exemple, réglementé les prix des masques chirurgicaux à usage unique, à 0,96 euros, pour favoriser leur utilisation.

Les pays membres ont chacun leur propre politique pour limiter les dégâts engendrés par cette pollution. Récemment le journal le Monde appuyait qu'en France, l'augmentation de l'amende de 68 à 125 euros pour dépôt de masque sur la voie publique est envisagée. « Il faut que chacun comprenne que tout déchet jeté par terre finit souvent sa route dans l'océan » a souligné Brune Poirson, Vice-présidente de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement, dans une déclaration transmise à l'Agence France-Presse.

En Belgique, une nouvelle campagne est lancée par l'ASBL Be WaPP, une association dont la mission vise à améliorer la propreté publique. La campagne informe la population sur la protection du personnel communal et des citoyens mais également sur l'augmentation des déchets liée à la crise sanitaire. Une enquête de cette organisation pour une Wallonie Plus Propre révèle « qu'une commune wallonne sur deux a constaté une augmentation de la présence de déchets sauvages liés à la crise sanitaire entre les mois de mars et de mai » selon l'agence Belga.

Partout, les associations qui organisent des activités de nettoyage des plages ou des mers sont consternées et avertissent des conséquences futures de cette problématique. Elles préconisent une collecte des déchets plastiques plus systématique, dans des zones précises, là où la densité des déchets est la plus élevée, comme par exemple à l'embouchure des fleuves. Elles recommandent également de sensibiliser, de former et de légiférer en vue

d'une meilleure prévention à tous les niveaux (Bourgnon, 2020). Si les déchets liés à la pandémie sont un exemple actuel des enjeux qui entourent l'ODD 14, l'arrivée de masques biodégradables ou d'un vaccin ne diminuera pas pour autant l'importance de protéger l'eau et la vie aquatique, cruciales à notre survie et à l'équilibre planétaire.

Clara d'Henin.



Documents joints

[L'ODD 14 : un exemple concret de ce qui menace nos mers](#)